

<https://cdurable.info/Rapport-Commission-Finances-Assemblee-Nationale-Finances-EDF-Areva.html>

Une info OWNI.fr

Uranium appauvri : analyse du rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale sur l'état financier de



EDF et d'Areva

Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2012

finance - Contribution Economique - Energie -

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

EDF et Areva ont vu ces derniers mois leurs finances et provisions décortiquées par deux députés, l'un PS et l'autre UMP. Le rapport vient d'être remis ce mercredi entre les mains de la Commission des finances de l'Assemblée nationale. Et il pointe de grosses pertes ; d'argent et d'informations. Une analyse de Claire Berthelemy pour OWNI.fr.

Dans un rapport de 118 pages remis par la [Commission des finances de l'Assemblée nationale](#) ce mercredi, deux députés rendent leur avis sur l'état financier des majors du nucléaire français, Areva et EDF. Avec en ligne de mire, la mauvaise gestion des différents acteurs, État compris. Qu'ils épinglent.

Après des comptes-rendus publiés en octobre dernier, les deux députés Marc Goua (PS) et Camille de Rocca Serra (UMP) en remettent donc une couche sur la gestion bancaire d'EDF et d'Areva et leur manque de transparence. Deux entreprises orchestrés par un état actionnaire majoritaire mais quasi-mutique.

L'information ne filtre pas

Sur l'affaire de l'acquisition désastreuse de la société UraMin par Areva, les députés apportent quelques révélations. En particulier, ils expliquent qu'EDF, client d'Areva, avait également été intéressé par cet achat, mais avait décliné l'offre en raison des informations obtenues par les dirigeants d'EDF. Ainsi, alors que l'État est actionnaire dans les deux groupes, dans un cas (EDF) il évite une catastrophe financière, dans l'autre cas, il la laisse se dérouler (Areva).

Pire, selon le député Marc Goua, c'est par l'entremise de la banque d'affaires Goldman Sachs, par ailleurs actionnaire minoritaire d'UraMin1, que le groupe EDF est informé de la santé précaire de cette entreprise.

Mais l'information ne filtre pas, en raison des rivalités entre les géants du nucléaire français. Pour les députés, EDF avait des informations que ni l'Agence des participations de l'État (APE) - représentant l'État au sein des conseils d'administration - ni Areva n'avaient en main. Sans se focaliser sur la responsabilité de l'APE, Camille de Rocca Serra le martèle : *"On le voit à travers la réponse d'EDF, il n'y a pas de transmission de l'information, l'APE n'a pas toutes les informations et les bonnes informations. [...] C'est un problème de gouvernance, un problème entre Areva et l'APE et un problème entre EDF et Areva"*.

L'habile communication des dirigeants de la société avant rachat, le désengagement d'un fond chinois - qui devait prendre part au capital à hauteur de 49% dans UraMin, information non vérifiée par l'APE selon les deux députés - , la réactivité limitée d'Areva, le manque de vigilance de l'APE et l'absence de communication, tout autant de facteurs qui ont joué en défaveur des acheteurs. Malgré ce constat, Camille de Rocca Serra se voulait rassurant aujourd'hui lors de la présentation de ce rapport, quant aux relations nouées entre EDF et Areva : *"Nos deux champions ont amélioré leur partenariat. Les relations entre les deux entreprises se sont nettement améliorées."*

Focus sur Areva

Le document déposé ce matin vient conclure des mois d'enquête et d'auditions. Si les premières investigations, débutées en juin 2011, les avaient menés devant une porte close à l'Agence de participation de l'État (APE), pendant la seconde phase d'auditions, les fonctionnaires ont été obligés d'ouvrir leurs cartons aux parlementaires mandatés par Jérôme Cahuzac, président de la Commission des finances de l'Assemblée.

À la demande de ce dernier, les deux députés avaient déjà fait part de leurs craintes sur les finances d'Areva, dans une première synthèse datée du 12 octobre 2011. Ils avaient auditionné pendant quelques mois les principaux responsables des instances décisionnaires des acquisitions, ventes et finances des deux entreprises, Anne Lauvergeon et Luc Oursel compris.


Le rapport d'étape, dévoilé par OWNI (voir ci-dessous) pointait déjà du doigt les finances désastreuses d'Areva, conséquences de deux opérations pour le moins malheureuses. Ladite acquisition d'UraMin en 2007 - qualifiée a posteriori de "beau succès pour l'entreprise" par l'APE - et les retards de l'EPR finlandais, d'un cout initial de 3 milliards d'euros et pour un surcout total de 6 milliards. Le rapport s'étonnait de la quasi absence des responsables de l'APE, pourtant garant étatique de la sécurité des opérations financières des entreprises dans lesquels l'État est actionnaire majoritaire.

Depuis, l'acquisition d'UraMin a suscité bon nombre de réactions et déballages dans les médias, espionnage d'Anne Lauvergeon à la clef. L'EPR finlandais reste toujours en retard et les provisions coutent aussi cher que l'acquisition de la petite société minière UraMin.

Ce fiasco imputé à l'ancienne présidente d'Areva, le retard de l'EPR, lui, l'est à Luc Oursel, l'actuel président, les deux se sont longuement querellés par médias interposés et devant les tribunaux. Tribunal de commerce pour le gel des indemnités d'Anne Lauvergeon, suspendues à la remise d'un audit interne sur l'acquisition d'UraMin. Et Tribunal de grande instance pour les différentes affaires d'espionnage de l'ancienne présidente du groupe.

Areva, après avoir enregistré une perte de 2,4 milliards d'euros pour l'année 2011, [cherche à vendre ses parts dans Eramet](#), décision prise en juin 2009 lors d'un conseil de surveillance, au Fonds stratégique d'investissement. Malgré un besoin de cash et les excellents résultats du FSI l'an dernier, ce dernier a décidé d'octroyer à Areva 500 millions en liquide sur les 776 millions des parts d'Areva dans Eramet et le reste en action chez ... Danone et Air Liquide. Pas de quoi voir venir les milliards manquants.

A lire également sur OWNI :

 **Le rapport qui punit Areva** : À l'Assemblée nationale, le 21 juin dernier, le président de la Commission des finances Jérôme Cahuzac avait demandé à un rapporteur spécial d'examiner l'état financier du nucléaire français. Mardi soir, 11 octobre 2011, une première version de ce travail présentée à quelques députés a fait l'effet d'une bombe. En 20 pages le rapporteur spécial Marc Goua dresse un bilan accablant des méthodes et des résultats financiers d'Areva et de plusieurs acteurs du secteur. Pour lire cet article, [cliquez ici](#).

Post-scriptum :

Illustration par Marion Boucharlat pour Owni